



Référence du dossier : BAV-411.223-00006/00044
Numéro d'affaire OFT : 2014/0380

Ittigen, le 3 octobre 2016

DECISION D'APPROBATION DES PLANS

Procédure ordinaire (Art. 18 ss LCdF¹)

L'OFFICE FEDERAL DES TRANSPORTS (OFT)

Dans l'affaire

Projet de la Compagnie du Chemin de fer Montreux Oberland bernois (MOB) du 29 août 2014 complété une ultime fois le 23 février 2016

concernant

Tunnel des Avants, assainissement
Canton de Vaud, commune de Montreux

I. constate

1. Projet

Le projet consiste en un assainissement du tunnel des Avants. Pour plus de détails, il y a lieu de se référer au dossier de plans.

2. Déroulement de la procédure

2.1 Par demande du 29 août 2014, le MOB a soumis à l'OFT pour approbation les plans du projet précité.

2.2 Par demande du 15 septembre 2014, l'OFT a requis du MOB la production de pièces complémentaires qui lui ont été transmises les 21 octobre 2014 et 29 juillet 2015.

¹ Loi fédérale sur les chemins de fer ; RS 742.101

- 2.3 L'OFT a ouvert une procédure ordinaire d'approbation des plans le 24 octobre 2014. Il a été demandé au canton de Vaud de procéder à l'enquête publique et de prendre position sur le projet. Le dossier a également été remis à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) pour consultation.
- 2.4 Le projet a été mis à l'enquête publique dans la commune de Montreux du 15 novembre au 15 décembre 2014. Durant ce délai, les oppositions suivantes sont parvenues à l'OFT (par ordre alphabétique) :
- Cochard Jean-Claude, le 1^{er} décembre 2014 ;
 - Commune de Lausanne et Romande Energie SA, le 12 décembre 2014 ;
 - Commune de Montreux, le 12 décembre 2014 ;
 - Haari Mirko et Patrick, Mattia Fabrice et Tedeschi Verena (Haari Mirko et consorts), représentés par M^e Christian Dénériaz, le 15 décembre 2014 ;
 - Hauri Adelheid, Jena-Christian et Roland (famille Hauri), le 10 décembre 2014 ;
 - Pasquier Fernande, le 15 décembre 2014 (date selon timbre postal) ;
 - Société des Intérêts Les Avants (SIA), le 15 décembre 2015.
- 2.5 Par mail du 6 novembre 2014, le canton de Vaud a demandé directement au MOB un complément au sujet de la protection des sols. Le MOB y a répondu par mail du 16 février 2015 en transmettant une étude pédologique².
- 2.6 Le canton de Vaud a remis le résultat de la consultation du dossier par ses services en date du 3 mars 2015.
- 2.7 L'OFEV a pris position sur le projet en date du 28 avril 2015.
- 2.8 Par lettre du 1^{er} mai 2015, les oppositions, le préavis cantonal et la prise de position de l'OFEV ont été transmis au MOB afin que celui-ci puisse faire part à l'OFT de sa détermination.
- 2.9 Le MOB s'est prononcé sur les oppositions ainsi que sur les prises de position fédérales et cantonales le 29 juin 2015. Ces écritures ont été remises aux intéressés le 6 juillet 2015.
- 2.10 Les compléments suivants ont été transmis par les intéressés :
- Cochard Jean-Claude, le 14 août 2015 ;
 - OFEV, le 17 août 2015 ;
 - Canton de Vaud, le 20 août 2015 ;
 - Haari Mirko et consorts, le 22 septembre 2015.
- 2.11 En date du 23 septembre 2015, l'OFT a invité le MOB à se prononcer sur les interventions complémentaires susmentionnées.
- 2.12 Par lettre du 6 octobre 2015, l'OFT a invité Haari Mirko et consorts à communiquer leurs éventuelles remarques au sujet du contenu des compléments techniques du 29 juillet 2015. A l'échéance du délai fixé par l'OFT, par courrier du 6 novembre 2015, ces opposants ont déclaré se réserver la faculté de remettre ultérieurement d'éventuelles remarques écrites.

² Cf., Hintermann & Weber SA, « Etude pédologique et mesures de protections des sols », 13.02.2015

- 2.13 Le MOB a communiqué sa détermination sur les remarques complémentaires des opposants, du canton de Vaud et de l'OFEV par courrier du 9 octobre 2015.
- 2.14 En date du 21 octobre 2015 (mail), l'OFT a requis du MOB la production de compléments techniques.
- 2.15 La détermination complémentaire du MOB a été transmise pour information à l'OFEV, au canton de Vaud et à Cochard Jean-Claude par lettres du 27 octobre 2015.
- 2.16 Egalement par lettre du 27 octobre 2016, l'OFT a transmis la détermination complémentaire du MOB pour information à Haari Mirko et consorts, les a invités à indiquer si une séance de conciliation est attendue et leur en a communiqué les modalités.
- 2.17 Par courrier du 6 novembre 2015, Haari Mirko et consorts ont confirmé requérir la tenue d'une séance et ont retenu la date du 15 décembre 2015.
- 2.18 Par mail du 24 novembre 2015, Haari Mirko et consorts ont demandé le renvoi de la séance de conciliation, car l'un des opposants ne pourrait plus être présent.
- 2.19 Egalement par mail du 24 novembre 2015, l'OFT a rappelé à Haari Mirko et consorts que surtout la présence de leur représentant est nécessaire. Pour évaluer la nécessité de déplacer la date de séance, l'office leur a demandé de motiver leur demande.
- 2.20 Par téléphone du 11 décembre 2015, Haari Mirko et consorts ont confirmé demandé le déplacement de la séance. Par mail du même jour, l'OFT leur a rappelé qu'il leur est nécessaire de motiver leur demande.
- 2.21 Par mail du 14 décembre 2015, Haari Mirko et consorts ont motivé leur demande. Par mail du même jour, l'OFT leur a confirmé que la séance de conciliation n'aura pas lieu et qu'ils seront informés ultérieurement des suites de la procédure.
- 2.22 Par mail du 1^{er} février 2016, l'OFT a indiqué à Haari Mirko et consorts rester dans l'attente de leurs éventuelles remarques au sujet des pièces techniques transmises le 6 octobre 2015 et les a informés qu'une séance de conciliation sera prochainement organisée.
- 2.23 Par courrier du 23 février 2016, Haari Mirko et consorts ont demandé une prolongation de délai pour fournir leurs remarques à propos des aspects techniques du projet. Par mail du même jour, l'OFT a exposé renoncer à formellement faire suite à la demande.
- 2.24 Par courrier du 23 février 2016, le MOB a spontanément fourni un « Avis d'expert sur les oppositions techniques » daté du 5 novembre 2015 relatif aux griefs déjà formulés par Haari Mirko et consorts à propos des aspects techniques du projet.
- 2.25 Par le biais d'un deuxième courrier daté du 23 février 2016 et en lien avec la réquisition de l'OFT du 21 octobre 2015, le MOB a soumis une demande d'adaptation de projet.
- 2.26 Par lettre du 8 mars 2016, l'OFT a invité Haari Mirko et consorts à se prononcer concernant le contenu de l'adaptation de projet du 23 février 2016 et de l'« Avis d'expert sur les oppositions technique » et leur a rappelé rester dans l'attente d'éventuelles remarques à propos des pièces techniques communiquées le 6 octobre 2015.

- 2.27 Egalement par lettre du 8 mars 2016, l'OFT a convoqué Haari Mirko et consorts à une séance de conciliation pour le 13 mai 2016 et en a rappelé les modalités.
- 2.28 Par courrier du 6 avril 2016, Haari Mirko et consorts ont communiqué leurs remarques à propos des aspects techniques du projet.
- 2.29 Invité par lettre de l'OFT du 19 avril 2016 à se prononcer sur l'intervention susmentionnée de Haari Mirko et consorts, le MOB y a fait suite par courrier du 2 mai 2016.
- 2.30 Par lettre de l'OFT du 4 mai 2016, la détermination du MOB du 2 mai 2016 a été transmise pour information à Haari Mirko et consorts.
- 2.31 Le 13 mai 2016, une séance de conciliation précédée d'une vision locale s'est tenue en présence de Haari Patrick, de son avocat et de représentants du MOB.
- 2.32 Le 19 mai 2016, les photos prises par l'OFT et le compte rendu de la séance contresigné par les parties ont été transmis pour information à Haari Mirko et consorts et au MOB.
- 2.33 Par courrier du 5 août 2016, la famille Hauri a annoncé la levée de son opposition.
- 2.34 Par courrier du 30 septembre 2016, la commune de Lausanne et Romande Energie SA ont annoncé la levée de leur opposition.

Les requêtes formulées dans les différentes prises de position seront traitées dans la suite de l'exposé pour autant qu'elles soient pertinentes et de nature à exercer une influence sur le sort de la cause.

II. considère

A Formellement

1. Compétence

Aux termes de l'art. 7 al. 1 de la loi fédérale sur la procédure administrative (PA)³, l'autorité examine d'office si elle est compétente. En vertu de l'art. 18 al. 1 et 2 LCdF en relation avec l'art. 16 al. 2 lit. c de la loi fédérale concernant les installations électriques à faible et fort courant (LIE)⁴, l'OFT est la seule autorité d'approbation compétente pour les constructions et installations servant exclusivement ou principalement à la construction et à l'exploitation d'un chemin de fer.

2. Procédure applicable

L'OFT applique à ce projet la procédure ordinaire régie par les art. 18 ss LCdF.

³ RS 172.021

⁴ RS 734.0

3. Légitimation

3.1 Bases légales

3.1.1 *Partie générale*

L'art. 18f al. 1 LCdF dispose que quiconque a qualité de partie en vertu de la PA ou de la loi fédérale sur l'expropriation (LEx)⁵ peut faire opposition au projet. Aux termes de l'art. 6 PA, ont qualité de parties les personnes dont les droits ou les obligations pourraient être touchés par la décision à prendre, ainsi que les autres personnes, organisations ou autorités qui disposent d'un moyen de droit contre cette décision. Selon l'art. 48 PA, a qualité pour recourir quiconque est spécialement atteint par la décision attaquée et a un intérêt digne de protection à ce qu'elle soit annulée ou modifiée (al. 1 lit. b et c) ainsi que toute personne, organisation ou autorité que le droit fédéral autorise à recourir (al. 2).

Peut ainsi faire opposition toute personne qui risquerait d'être lésée dans ses intérêts par la décision à prendre. Cet intérêt digne de protection dont doit se prévaloir celui qui fait opposition peut être juridique ou de fait. Il ne doit pas nécessairement correspondre à celui qui est protégé par la norme invoquée. Il faut néanmoins que l'opposant soit touché plus que quiconque ou la généralité des administrés.

3.1.2 *Pour les associations*

L'art. 6 PA s'applique également aux associations. Celles-ci peuvent avoir la qualité de parties à la procédure si elles disposent d'un moyen de droit, c'est-à-dire si elles sont habilitées à recourir ou à former opposition. Aux termes de l'art. 48 al. 2 PA, a qualité pour recourir toute personne, organisation ou autorité qu'une loi fédérale autorise à recourir. Pour ce faire l'association doit invoquer une disposition du droit fédéral ouvrant une telle voie de droit. Dans un tel cas, l'association n'a pas à démontrer un intérêt personnel direct à recourir.

Les associations et autres groupements agissant en leur nom propre, mais dans l'intérêt de leurs membres, ont une autre possibilité d'intervenir dans la procédure. Une base légale les habilitant à agir n'est alors pas nécessaire. L'association doit avoir la personnalité juridique (au sens des art. 52 ss du code civil suisse [CC]⁶) ; ses buts statutaires doivent inclure la défense des intérêts de ses membres ; la majorité – ou un grand nombre – de ses membres doivent être touchés par la décision contestée et chacun des membres doit posséder la qualité pour recourir à titre individuel (ATF 130 I 26 consid. 1.2.1). Même si la qualité de partie est examinée d'office par l'autorité, il appartient à l'intéressé de démontrer que les conditions précitées sont réalisées.

3.2 Evaluation

3.2.1 *Levées d'opposition*

3.2.1.1 Famille Hauri

Par courrier du 5 août 2016, la famille Hauri a annoncé avoir trouvé un accord avec le MOB et a demandé à l'OFT de prendre acte du fait qu'elle retire son opposition du 10 décembre 2014. L'OFT constate que celle-ci est donc devenue **sans objet** et doit être **rayée du rôle**.

⁵ RS 711

⁶ RS 210

3.2.1.2 Commune de Lausanne et Romande Energie SA

Par courrier du 30 septembre 2016, la commune de Lausanne et Romande Energie SA ont annoncé avoir trouvé un accord avec le MOB et, selon les termes de cet accord, ont déclaré formellement retirer leur opposition. L'OFT constate que cette dernière est donc devenue **sans objet** et doit être **rayée du rôle**.

3.2.2 Oppositions recevables

3.2.3 Cochard Jean-Claude, Haari Mirko et consorts et Pasquier Fernande

Cochard Jean-Claude, Haari Mirko et consorts et Pasquier Fernande sont riverains de la zone touchée par le projet. Ces personnes ont qualité pour s'opposer au projet dans la mesure où elles risqueraient d'être lésées plus que quiconque dans leurs intérêts par la décision rendue. Elles sont dès lors au bénéfice d'un intérêt digne de protection. Leurs oppositions, ayant été transmises durant le délai légal, sont **recevables**.

3.2.4 SIA

La SIA est une association au sens des art. 60 ss CC. Ces bases statutaires l'autorisent à « *gérer les relations avec « l'extérieur », soit les services communaux et cantonaux, les organismes publics et privés, pour promouvoir et défendre les intérêt généraux du village et de ses habitants* ».

L'OFT part du principe que les membres de l'association sont principalement des habitants du village des Avants. Le tunnel des Avants se trouvant dans le village et y occupant une surface relativement étendue, l'office estime qu'au moins une part importante des habitants du village sont touchés plus que quiconque par le présent projet.

Cette opposition, ayant été transmises durant le délai légal, est **recevable**.

3.2.5 Commune de Montreux

Vu l'art. 18f al. 1 et 3 LCdF, la commune de Montreux a qualité de partie dans la présente procédure. Son opposition est dès lors **recevable**, ayant été transmise à l'OFT durant le délai légal.

4. Acquisition de terrains et de droits

Conformément à l'art. 1 al. 1 LEx, le droit d'expropriation peut être exercé pour des travaux qui sont dans l'intérêt de la Confédération ou d'une partie considérable du pays, ainsi que pour d'autres buts d'intérêt public dans la mesure où ils sont reconnus par une loi fédérale. Ces conditions sont en l'occurrence d'emblée remplies (cf., art. 3 al. 1 LCdF).

Le droit d'expropriation ne peut s'exercer que dans la mesure nécessaire pour atteindre le but poursuivi (art. 1 al. 2 LEx). L'OFT statue sur les oppositions en matière d'expropriation lorsqu'il approuve les plans (art. 18h al. 1 LCdF). Dans le cadre d'une opposition, lorsque l'acquisition des droits réels demeure contestée ou bien qu'une acquisition à l'amiable se révèle impossible, il doit être vérifié si l'ingérence subie est proportionnée par rapport au but poursuivi. Bien que l'intérêt public de la construction ait été reconnu, cela ne signifie pas encore que, dans chaque cas particulier, l'emprise sur la propriété privée soit justifiée par un intérêt public prépondérant. Pour le traitement matériel de ce type de requêtes, il y a en l'occurrence lieu de se référer au chapitre relatif au traitement de l'opposition de Haari Mirko et consorts (cf., point « II./B./5.3 » ci-dessous).

L'expropriation ne peut avoir lieu que moyennant indemnité pleine et entière (art. 16 LEx), en principe payable en argent (art. 17 LEx). Toutefois, toutes les questions relatives à l'indemnisation de l'expropriation ne sont pas objets de la présente procédure d'approbation des plans, respectivement l'OFT ne peut entrer en matière à propos de telles demandes. Par contre, les parties tentent à ce stade d'aboutir à un accord de gré à gré lors de négociations menées directement entre les parties (art. 3 al. 2 LCdF). En cas d'échec, la Commission fédérale d'estimation (CFE) sera amenée à trancher dans le cadre d'une procédure ultérieure sur une éventuelle indemnisation à verser (art. 18k al. 1 LCdF et 64 LEx). L'OFT transmet dès lors la présente décision en copie au Président de la CFE du 2^{ème} arrondissement (Monsieur Jomini André, juge cantonal, Tribunal cantonal, route du signal 8, 1014 Lausanne).

B Matériellement

1. Contenu de l'examen

L'OFT approuve une installation ferroviaire ou sa modification lorsque celle-ci satisfait les conditions du trafic et de la protection de l'environnement et qu'elle est construite ou renouvelée conformément au dernier état de la technique tout en tenant compte des exigences de l'aménagement du territoire et de la protection de la nature et du patrimoine culturel (art. 17 et 18 LCdF, art. 2 et 3 de l'ordonnance sur les chemins de fer [OCF]⁷).

L'OFT doit en particulier vérifier si les prescriptions techniques de la législation ferroviaire et électrique, notamment les dispositions d'exécution de l'ordonnance sur les chemins de fer (DE-OCF)⁸ ainsi que celles de la LIE sont respectées.

En approuvant les plans, l'OFT constate que les documents approuvés permettent la construction d'un ouvrage ou d'une installation conforme aux prescriptions (art. 6 al. 2 OCF). La décision d'approbation des plans clôt la procédure et fait office d'autorisation de construire (art. 6 al. 6 OCF).

L'approbation des plans est octroyée lorsque le projet répond aux dispositions légales et qu'aucun intérêt d'ordre supérieur, public ou privé, ne s'y oppose.

2. Examen technique

2.1 Technique de construction – Tunnel et ouvrages de soutènement – Examen de l'expert

Le MOB a mandaté un expert indépendant pour l'examen du projet d'assainissement et de mise au gabarit du Tunnel des Avants dans le cadre de la présente procédure. Dans son rapport d'examen du 23 juillet 2015, l'expert (*M. M. Gencer du bureau Karakas & Français SA à Lausanne*) a examiné le concept général du projet, les calculs de dimensionnement, les phases de construction et les plans. Lors de la vérification des calculs de dimensionnement, il a examiné la sécurité structurale du soutènement des talus provisoires ainsi que celle du tunnel existant et de la nouvelle trémie, constituée, dans sa majeure partie, par une double paroi de pieux forés et une dalle, réalisés au préalable à l'extérieur du tunnel existant. Pour ce faire, l'expert a procédé entre autres aux calculs de comparaison. Selon l'expert, la note de calcul présente très clairement les dimensionnements et les vérifications effectués. Le concept du projet et les phases des travaux sont bien adaptés aux conditions locales de l'ouvrage projeté. Les vérifications du dimensionnement des ouvrages par des calculs comparatifs permettent de valider le dimensionnement de l'auteur du projet. En conséquence, l'expert valide le projet présenté avec les plans.

⁷ RS 742.141.1

⁸ RS 742.141.11

Après avoir examiné l'exhaustivité du dossier qui lui avait soumis pour approbation, l'OFT a demandé au MOB (par courriel du 21 octobre 2015) que le projet de l'infrastructure et de la superstructure de la voie soit complété et corrigé conformément aux prescriptions. Suite à une évaluation des demandes de l'OFT du 21 octobre 2015, le MOB a décidé de renouveler l'infrastructure de la voie avec un niveau plus bas des tuyaux de drainage. Ces modifications ont nécessité, entre autres, des calculs complémentaires, qui ont été vérifiés par l'expert. Ceux-ci ont fait l'objet de son rapport complémentaire du 27 janvier 2016.

Lors de son examen complémentaire du 27 janvier 2016, comme lors de son précédent examen du 23 juillet 2015, l'expert procède, entre autres, aux calculs comparatifs pour vérifier la sécurité structurale et l'aptitude au service de l'ouvrage modifié, lors des étapes de construction et au stade final. Il a également vérifié les détails constructifs de l'ouvrage, sur la base des nouveaux profils en travers. L'expert constate que la note de calcul présente très clairement les vérifications des différents types d'ouvrages ainsi que celles des phases d'exécution, y compris les phases critiques. Cependant, après la vérification des nouveaux profils en travers, l'expert recommande, lors de la phase d'exécution, le suivi impératif de l'épaisseur des remblais sur la dalle de couverture du nouveau tunnel par un ingénieur. En conclusion, après les contrôles et les vérifications des ouvrages affectés par les modifications, effectués l'aide des calculs comparatifs, l'expert valide le projet modifié et les plans concernés.

L'OFT confirme avoir pris connaissance des résultats de l'examen de l'expert ainsi que de la prise de position du MOB y relative du 29 juillet 2015 – en particulier des éléments mis en exergue ci-dessus – et prend position comme suit. Le MOB doit prendre en compte la recommandation de l'expert concernant le suivi des remblais sur la dalle du nouveau tunnel. Ce point fait l'objet d'une **charge**. Par ailleurs, vu l'importance de l'ouvrage, l'examen de l'expert doit être poursuivi dans le cadre du projet d'exécution. Le MOB doit soumettre à l'expert pour examen le projet d'exécution du tunnel des Avants ainsi que les résultats significatifs des contrôles d'exécution et de la surveillance durant les travaux. Ce point fait l'objet d'une **charge**.

2.2 Installations électriques

2.2.1 *Protection au toucher direct*

La protection au toucher direct au portails amont et aval du tunnel n'est pas visible dans les documents soumis.

Toutes les parties sous tension d'une installation de ligne de contact (LC) ainsi que les équipements de véhicules en contact avec celle-ci doivent exclure tout rapprochement ou toucher involontaire. Aux endroits où il est permis de pénétrer uniquement à des fins de service, il est possible de prendre des mesures qui correspondent aux conditions spéciales à considérer.

L'entreprise de transport doit s'assurer que la protection au toucher direct selon DE-OCF ad art. 44, DE 44.c, chiffre 9.2 est respectée.

Ce point fait l'objet d'une **charge**.

2.2.2 *Ligne de contact rigide*

Le projet concerne le montage d'une LC rigide. Pour des LC rigides, l'OFT a déjà octroyé plusieurs homologations. Non seulement la donnée sur quelle LC rigide entre en fonction, mais encore la preuve que les conditions d'application de l'objet de l'homologation correspondent aux exigences du projet, ne sont pas soumises. De même, aucune déclaration pour

remplir les charges retenues dans la décision de l'homologation n'a été présentée.

Selon les art. 2 et 42 OCF, les installations électriques doivent être planifiées, construites, exploitées et entretenues de sorte que les personnes et les objets ne soient pas mis en danger lors de l'exploitation conforme de ces installations ou en cas de perturbations prévisibles.

Deux mois avant le début de tous travaux, le MOB doit communiquer à l'OFT pour information quelle LC rigide est projetée, sur quelle homologation celle-ci se fonde et enfin de quelle façon les charges de cette homologation seront présentement mises en œuvre.

Ce point fait l'objet d'une **charge**.

3. Environnement

3.1 Bases légales

La protection de l'environnement se fonde d'une part sur la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE)⁹ et ses nombreuses dispositions d'exécution, d'autre part sur la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN)¹⁰, la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux)¹¹ et la loi fédérale sur les forêts (LFo)¹².

3.2 Protection des sols

Dans son préavis, le canton Vaud a émis les requêtes suivantes au sujet de la protection des sols :

- [1] Toutes les mesures décrites dans ce concept doivent être mises en œuvre durant la phase de réalisation et doivent être préalablement intégrées aux soumissions (conditions particulières et séries de prix). Le suivi pédologique par un spécialiste de la protection des sols sur les chantiers proposé pour les travaux est pertinent au regard de la sensibilité des sols et de leur valeur écologique.
- [2] Les surfaces de stockage des sols décapés doivent également faire l'objet des mesures de protection des sols.
- [3] Si l'option « fleur de foin » est choisie pour la remise en culture des surfaces, le semis doit être enrichi avec des espèces à système racinaire restructurant (luzerne ou équivalent).

Le MOB n'a formulé aucune remarque à l'encontre des requêtes cantonales.

L'OFT a pris acte des requêtes du canton de Vaud n^{os} 1 à 3 et les a analysées. Ces requêtes sont adéquates et proportionnées. Par ailleurs, elles ont toutes été acceptées par le MOB. Elles doivent dès lors être **admisses** et faire l'objet de **charges**.

3.3 Protection des eaux

Dans son préavis, le canton de Vaud a émis les requêtes suivantes à propos de la protection des eaux :

- [1] Les entreprises mandatées pour les travaux de construction devront être informées de la vulnérabilité de la zone du point de vue de la protection des eaux souterraines. Elles prendront toutes mesures utiles afin d'éviter une pollution accidentelle, en particulier par des hydrocarbures liquides ou autres liquides pouvant polluer les eaux.

⁹ RS 814.01

¹⁰ RS 451

¹¹ RS 814.20

¹² RS 921.0

- [2] Les installations de chantier et les stationnements des véhicules et engins de chantier devront s'effectuer strictement à l'extérieur des zones de protection des eaux. La direction des travaux fournira un plan figurant les zones de protection des eaux aux entreprises mandatées pour application. La situation peut être consultée sur le guichet cartographique cantonal.
- [3] La gestion des eaux de chantier devra être conforme aux directives de la section « Assainissement industriel » (DGE/DIREV/ASS/AI).

Le MOB n'a formulé aucune remarque à l'encontre des requêtes cantonales.

L'OFT a pris acte des requêtes du canton de Vaud n^{os} 1 à 3 et les a analysées. Ces requêtes sont adéquates et proportionnées. Par ailleurs, elles ont toutes été acceptées par le MOB. Elles doivent dès lors être **admises** et faire l'objet de **charges**.

3.4 Protection de la nature et du paysage

Dans son préavis, le canton de Vaud a émis les requêtes suivantes concernant la protection de la nature et du paysage :

- [1] Un dossier complémentaire comportant un plan de l'arborisation existante (arbres, haies et buissons) avec l'indication des abattages prévus et des mesures de compensation écologique devra être produit. Les mesures de compensation écologique devront comprendre les points suivants. La plantation de buissons et d'arbres indigènes en station ou d'arbres fruitiers hautes tiges de variétés résistantes aux maladies. L'ensemencement de l'entier des surfaces remblayées et déblayées aux abords du tunnel avec un mélange grainier de prairie fleurie diversifiée d'écotype suisse. Le déplacement des plants de mauve alcée sur une surface non touchée de la parcelle n° 4743 de la commune de Montreux.
- [2] Le MOB stipulera dans les conditions contractuelles avec les entreprises qui réalisent les travaux que les apports de matériaux terreux sont garantis exempts de plantes exotiques (racines, rhizomes ou graines).
- [3] A la suite des travaux et pendant trois ans, un contrôle doit être effectué par le maître d'ouvrage pour constater qu'aucune plante exotique ne s'est développée sur les surfaces réaménagées. En cas d'apparition de ces plantes, les travaux d'élimination seront entrepris à la charge du maître d'ouvrage.

Au sujet de cette thématique, l'OFEV a formulé la requête suivante :

- Avant l'approbation des plans, le MOB doit soumettre à l'OFT pour examen de l'OFEV un plan avec les arbres et les buissons prévus d'abattre et les arbres conservés ainsi qu'une description des mesures de protection, de constitution et de remplacement (y compris, le procédé avec les narcisses). Le MOB doit prévoir des essences indigènes, adaptées à la station ou des arbres fruitiers hautes tiges pour les plantations. De plus, le MOB s'assurera que les nouvelles surfaces soientensemencées avec un mélange de graine de prairie maigre d'écotype suisse.

Afin de répondre à la requête n° 1 du canton de Vaud et à celle de l'OFEV, le MOB a fourni un plan d'arborisation¹³ et une étude relative aux narcisses¹⁴. Au sujet de la requête cantonale n° 2 du canton de Vaud, le MOB a fourni une étude pédologique complémentaire¹⁵ ; il y est notamment explicité que les terres à remettre en place seront stockées dans la région des Avants et qu'il n'y aura pas d'apport de matériaux terreux supplémentaire. Le MOB ne

¹³ H. & W. SA, « Plan de l'arborisation existante, abattage prévus et mesures de compensation », annexe [A1], du 04.06.2015

¹⁴ H. & W. SA, « Etat initial des populations de narcisses et mesures de compensation », annexe [A2], du 04.06.2015

¹⁵ H. & W. SA, « Etude pédologique et mesures de protection des sols », annexe [A3], du 04.06.2015

s'est pas directement prononcé à propos de la requête du canton de Vaud n° 3.

Lors de l'envoi de ses remarques complémentaires, le canton de Vaud a modifié le contenu de demande n° 1 de la façon suivante :

- [1] Toutes les mesures décrites dans les annexes [A1] et [A2] doivent être réalisées. Le responsable du suivi environnemental de la réalisation (RSER) enverra une brève note au service Biodiversité et paysage du canton de Vaud (DGE-BIODIV) à la suite des travaux afin de confirmer leur bonnes réalisations.

Lors de l'envoi de ses remarques complémentaires, l'OFEV a modifié le contenu de son unique demande de la façon suivante :

- Le rapport final sera remis au plus trois mois après la fin des travaux à l'OFT qui le transmettra à l'OFEV pour évaluation. Le rapport comprendra une description du déroulement des travaux, des mesures de protection, de reconstitution et de remplacement définitivement mises en œuvre ainsi qu'un bilan des mesures.

Le MOB n'a formulé aucune remarque à l'encontre des remarques complémentaires du canton de Vaud et de l'OFEV.

L'OFT a pris acte des requête du canton de Vaud n°s 1 à 3, telles que celui-ci les a précisées en cours de procédure. L'OFT a également pris acte de la requête de l'OFEV, telle que celui-ci l'a précisée en cours de procédure. Après analyse, l'OFT constate que les mesures encore attendues par ces autorités sont adéquates et proportionnées. Ces demandes doivent donc faire l'objet des deux charges suivantes :

- Le MOB veillera à mettre correctement en œuvre les mesures arrêtées dans les annexes [A1], [A2] et [A3].
- Le MOB s'assurera que le rapport final soit remis par le RSER au plus trois mois après la fin des travaux à l'OFT, pour évaluation de l'OFEV et éventuelles remarques du canton de Vaud. Le MOB veillera à ce que le rapport comprenne une description du déroulement des travaux, des mesures de protection (dont celles arrêtées dans les annexes [A1], [A2] et [A3]), de reconstitution et de remplacement définitivement mises en œuvre ainsi qu'un bilan des mesures.

En ce sens, l'OFT considère que ces trois demandes du canton de Vaud sont admises et que celle de l'OFEV est satisfaite.

4. Préavis du canton de Vaud – Itinéraire piéton

Outre les demandes environnementales déjà traitées ci-dessus, le canton de Vaud a formulé la requête suivante au sujet du maintien d'un itinéraire piéton :

- En cas de nécessité, l'itinéraire piéton à hauteur du chemin de la Rampe sera remplacé par un autre équivalent pourvu d'un revêtement propre à la marche durant les travaux. Dans ce cas de figure, le MOB doit prendre contact avec la Division management (DGMR-MT).

Dans sa détermination, le MOB a indiqué que lors de certaines phases de travaux, un itinéraire de remplacement sera prévu par la route des Narcisses. Bien que le canton de Vaud n'en ai pas fait mention, le MOB a ajouté à propos de la piste de luge au droit du chemin de Rampe que les deux phases de travaux prévues ne se dérouleront pas en hiver. Entre celles-ci, des mesures spécifiques seront réalisées pour y garantir le passage.

Lors de l'envoi de ses remarques complémentaires, le canton de Vaud a pris note de la détermination du MOB. Il a néanmoins souligné que le MOB devra donc le contacter.

En réponse, le MOB a confirmé que la DGMR-MT sera contactée.

L'OFT a pris acte de la requête cantonale et l'a analysée. Cette demande est adéquate et proportionnée. Par ailleurs, elle a été admise par le MOB. Elle est dès lors admise et fait l'objet d'une charge.

En passant, il convient de préciser que les engagements pris par le MOB en cours de procédure concernant le maintien de la piste de luge n'ont en l'occurrence pas à être repris sous forme de charge, car le dossier prévoit déjà cette mesure (cf., pièce 2, ch.8, p. 30).

5. Oppositions

5.1 Cochard Jean-Claude

5.1.1 *Echanges entre les parties*

Monsieur Jean-Claude Cochard habite le long de la route des Narcisses à env. 200 m en aval du portail Ouest du tunnel des Avants.

Par courrier du 1^{er} décembre 2014, ce riverain a formé opposition à l'encontre du projet. Ces griefs sont présentés ci-dessous :

- [1] Les déchets doivent être évacués si possible par le rail (pour préserver l'environnement, mais aussi la sécurité sur la route des Narcisses).
- [2] La conception architecturale des portails du tunnel est à repenser (trop contemporaine et agressive).

Dans sa détermination du 29 juin 2015, le MOB a d'un côté exposé quelles étaient les options envisageables pour transporter les déchets par le rail et les conséquences que cela entraînerait sur l'exploitation de sa ligne, sur son infrastructure et sur les coûts. De l'autre, il a précisé la façon dont le transport par camion sera organisé. Sur cette base, il a maintenu que l'évacuation des déchets doit se faire par la route (cf., grief n° 1). Au sujet de la conception architecturale retenue, l'entreprise de chemin de fer a indiqué que celle-ci est conditionnée par les besoins ferroviaires, mais aussi par les caractéristiques du tunnel. Elle a ajouté que les autorités concernées n'ont pas fait de remarques à ce sujet. Dès lors, elle a confirmé maintenir son projet (cf., grief n° 2).

Lors de l'envoi de ses remarques complémentaires, l'opposant a indiqué que des solutions d'exploitation existent en Suisse pour le transport par rail et que l'infrastructure qui doit l'accompagner est réalisable (cf., grief n° 1). Par ailleurs, l'opposant a indiqué que pour un autre projet des concessions avaient pu être réalisées pour redimensionner par exemple des mâts de ligne de contact et que le « faux vieux » est une approche plus satisfaisante (cf., grief n° 2).

Dans sa détermination du 9 octobre 2015, le MOB a maintenu qu'un transport par rail est dans le cas d'espèce inadapté et inenvisageable, du fait de l'infrastructure ferroviaire importante à créer et des ressources à mettre à disposition (cf., grief n° 1). Le MOB a pris note des éléments apportés par l'opposant au sujet des aspects architecturaux du projet. Il n'est néanmoins pas entré en matière à leur propos (cf., grief n° 2).

5.1.2 *Evaluation*

5.1.2.1 Evacuation des déchets par la route (grief n° 1)

L'OFT a pris note du grief n° 1 de l'opposant et l'a analysé.

Pour examiner ce grief, outre les normes environnementales, l'OFT se fonde principalement sur l'art. 20 LCdF. Celui-ci prévoit que l'obligation du chemin de fer de réparer le préjudice causé aux tiers par des empiètements sur leurs droits est régie par la LEx lorsque ces empiètements ne doivent pas être tolérés en application des règles du droit de voisinage ou d'autres dispositions légales, et qu'ils sont une conséquence inévitable ou difficilement évitable de la construction ou de l'exploitation du chemin de fer.

Pour ce qui est de la conformité de la phase de chantier avec les exigences environnementale, respectivement avec les droits de voisinages des riverains, cet aspect du projet a été examiné en particulier par l'OFEV qui est l'autorité spécialisée en la matière dans le cadre de la présente procédure fédérale. A l'instar du canton de Vaud, l'OFEV a en l'occurrence préavisé favorablement le contenu du dossier de plans. En cours de procédure, l'opposant en a été informé et n'a émis aucune remarque à ce propos.

Spécifiquement au sujet de l'utilisation de la route des Narcisses en phase de chantier, l'OFT précise que les droits de voisinages ne permettent pas d'empêcher la réalisation d'un projet. Il doit plutôt être question de s'assurer que l'entreprise de chemin de fer ait pris toutes les mesures adéquates pour limiter les nuisances dues au chantier. En l'occurrence, l'office constate que la route des Narcisses se situe sur l'axe routier principal traversant le village. Il est donc rationnel d'y faire convoyer les déchets. En cours de procédure, le MOB a précisé comment le transport sera géré.

Au surplus, il s'avère que cette planification a été établie en tenant compte des exigences formulées par la commune de Montreux en fonction de l'organisation de ses aménagements routiers¹⁶. A noter encore que la motivation fournie par l'opposant ne tient pas compte de ce que permettent l'exploitation et l'infrastructure de la ligne du MOB.

Il s'avère ainsi que l'entreprise de chemin de fer a déjà pris toutes les mesures qui pouvaient à ce stade être planifiées, notamment en tenant correctement compte des exigences découlant de la législation environnementale, des droits de voisinages des riverains et de l'état des réseaux de communication.

Sur la base de ce qui précède, l'OFT considère que ce grief doit être **rejeté**.

5.1.2.2 Conception architecturale des portails du tunnel (grief n° 2)

L'OFT a pris note du grief n° 2 de l'opposant et l'a analysé.

Selon les art. 17 al. 1 et 18a LCdF ainsi que l'art. 6 al. 2 et 6 OCF, la décision d'approbation des plans constitue une autorisation de police dont le seul but est de constater qu'aucun intérêt public ne s'oppose à la construction de l'ouvrage dans la forme qu'il prévoit. Il en découle que seul le projet mis à l'enquête fait l'objet de la présente procédure. Si l'ouvrage projeté est conforme à la législation réglant les domaines précités et plus généralement au droit fédéral, l'OFT ne pourra pas refuser de l'approuver¹⁷.

Le dimensionnement et l'apparence de l'infrastructure ferroviaire est avant tout conditionnée par des exigences d'ordre technique et sécuritaire. De plus, l'entreprise de chemin de fer a le devoir d'entretenir son infrastructure de façon rationnelle. D'autres intérêts importants peuvent néanmoins influencer sur le contenu d'un projet ferroviaire par exemple lorsqu'un ouvrage est le témoin d'une technique de construction d'une certaine époque ou lorsqu'il empiète sur les droits de propriété des riverains. A contrario, en l'absence d'intérêt public ou même privé important, il reste donc nécessaire de s'en tenir aux exigences précitées.

¹⁶ Pour plus d'informations à ce propos, il convient de se référer au point « II./B./5.2 » ci-dessous

¹⁷ Voir à ce sujet l'ATF 124 II 146 consid. 3a, resp. le JdT 1999 I p. 581

L'OFT rappelle que dans le rapport technique et en cours de procédure, le MOB a exposé quels sont les facteurs qui ont conditionné le concept architectural. La justesse de ces informations n'ayant pas été remise en cause, l'office renonce à les présenter à nouveau. En outre, l'OFT constate que le tunnel des Avants n'est recensé dans aucun inventaire et que le canton de Vaud a renoncé à émettre des remarques à ce propos. En ce sens, il s'avère que l'ouvrage existant ne mérite pas une protection particulière.

Pour évaluer les impacts visuels du projet pour le voisinage, l'OFT se fonde surtout sur les photographies 4 et 13 à 15 et le ch. 3.8.1 du rapport technique, mais également sur le résultat de sa vision locale réalisée à l'occasion de la séance de conciliation avec Haari Mirko et consorts. L'office relève que le portail aval est situé dans un espace enclavé. Le photomontage du nouveau portail aval permet de vérifier que cette partie de l'ouvrage restera cachée. Le portail amont donne principalement sur une façade borgne d'un bâtiment. Pour ce qui est du dégagement latéral restant, celui-ci donne sur une vaste surface goudronnée utilisée essentiellement comme parking. Cette zone est bordée par une route et surtout par une forêt obstruant au-delà ledit dégagement. Ainsi, il s'avère que non seulement les riverains ne peuvent pas être particulièrement touchés par les impacts visuels du projet, mais en plus les effets du projet sur son environnement seront limités.

Dans le cas d'espèce, l'OFT considère qu'il n'y a pas d'intérêt suffisamment important pour pondérer l'influence des critères techniques et sécuritaires sur le dimensionnement et l'apparence des portails du tunnel des Avants.

Dès lors, ce grief doit également être **rejeté**.

5.2 Commune de Montreux

5.2.1 *Echanges entre les patries*

Le 12 décembre 2014, la commune de Montreux a formé une opposition à l'encontre du projet. Elle a alors formulé les griefs suivants :

- [1] Avant le début des travaux, le maître d'ouvrage prendra contact avec le Service des travaux publics de la commune de Montreux pour établir un état des lieux avant travaux des domaines publics (DP) bordant le périmètre du chantier ainsi que pour définir l'utilisation du DP durant le chantier.
- [2] Durant la période hivernale allant du 15 décembre au 15 mars, le chemin de la Rampe devra être rétabli au droit du tunnel afin d'assurer le passage des lugeurs.
- [3] Tout trafic de chantier (lourd ou léger) sera à proscrire sur la route de la Poste entre les n^{os} 3 et 11.
- [4] L'itinéraire pour le trafic évitera les villages de Chernex et de Sonzier. Les véhicules privilégieront l'axe suivant entre Fontanivent et Les Avants : route du Zéphir, route de Chaulin et route des Narcisses.
- [5] Lors des travaux, les canalisations des eaux claires et des eaux usées existantes seront déviées provisoirement et le rétablissement définitif se fera sous contrôle de la section « assainissement » du Service des travaux publics de la commune de Montreux.

Dans sa détermination du 29 juin 2015, le MOB a, en substance, accepté lesdites requêtes.

5.2.2 *Evaluation*

L'OFT a pris acte des griefs de la commune de Montreux n^{os} 1 et 3 à 5 et les a analysés. L'office constate qu'ils sont adéquats et proportionnés. Par ailleurs, ils ont tous été acceptés par le MOB. Ces griefs doivent dès lors être **admis** et faire l'objet de **charges**. En passant, il

convient de préciser que si leur mise en œuvre devait amener à un désaccord entre les parties, l'OFT resterait compétent pour le trancher.

L'OFT a pris acte du grief n° 2 et l'a analysé. Au ch. 8 du rapport technique (pièce 2, p. 30), il est mentionné que les travaux comprennent « *une interruption de deux mois en hiver, eu égard aux problématiques de neige et d'exploitation de la piste de luge Sonloup-Les Avants* ». Cette mesure est ainsi déjà partie intégrante du projet. Selon l'art. 18 LCdF en lien avec l'art. 6 al. 3 OCF, le MOB est tenue de réaliser le projet conformément aux plans approuvés. A travers l'approbation des plans par l'OFT, cette mesure deviendra contraignante pour le MOB et devra être mise en œuvre par celui-ci. Cette requête s'avère donc être **sans objet** et doit être **rayée du rôle**.

5.3 Haari Mirko et consorts

5.3.1 *Opposition du 15 décembre 2014*

Sont propriétaires des parcelles traversées en sous-sol par le tunnel des Avants, respectivement situées à proximité immédiate, Madame et Messieurs Verena Tedeschi¹⁸, Mirko Haari¹⁹, Patrick Haari²⁰ et Fabrice Mattia²¹. Le présent projet prévoit des emprises provisoires ainsi que des servitudes pour des ancrages sur/sous leurs parcelles.

Ces propriétaires ont fait opposition à l'encontre du projet par courrier du 15 décembre 2014. L'OFT a regroupé leurs griefs de la façon suivante :

- [1] Violation du droit d'être entendu (des séances n'ont été organisées par le MOB qu'avec d'autres tiers).
- [2] Partie du projet relative à une conduite d'eau pas suffisamment aboutie.
- [3] Aspects techniques pas suffisamment examinés (a. pièce 4.1 [note de calcul] manquante, b. pièce 7 [rapport d'expert] insuffisante, c. impact des engins de chantier sur la structure du tunnel et cause de l'installation d'un système de contrôle, d. note de calcul n'intègre pas le résultat de la campagne de sondage, e. risques pour leurs parcelles [déformation, évacuation des eaux et glissements de terrain], f. impact de demandes de dérogation et g. impacts des parois clouées [calculs de vérification et impacts sur le bâti examiné manquants]).
- [4] Aspects environnementaux pas suffisamment examinés (pièce 5 insuffisante, absence de prise en compte de la flore sur leurs parcelles et impact de l'apparence des portails du tunnel).
- [5] Violation des droits de voisinage (stabilité du terrain [nappe phréatique] et écoulement d'eau entre les parcelles de MM. Haari et de la famille Hauri).
- [6] Demandes d'indemnités pour expropriation (en lien avec les nuisances de la phase de travaux, les emprises provisoires et les dégâts sur leurs propriétés).

5.3.2 *Détermination du MOB du 29 juin 2015*

Dans sa détermination du 29 juin 2015, le MOB a indiqué avoir proposé une séance de présentation du projet en date du 28 février 2014. Les opposants ont décliné l'invitation du fait que le directeur du MOB n'y aurait pas participé. L'entreprise de chemin de fer a précisé qu'aucune séance de présentation n'a été organisée avec son directeur (cf., grief n° 1).

¹⁸ Propriétaire des parcelles n°s 4720 et 4721

¹⁹ Copropriétaire de la parcelle n° 4717

²⁰ Copropriétaire de la parcelle n° 4717 et propriétaire des parcelles n°s 4714 et 12699

²¹ Propriétaire de la parcelle n° 4719

Le MOB a déclaré que le déplacement de la conduite est une mesure provisoire, car à terme la nouvelle conduite n'empruntera plus ce tracé. Il a précisé que le tracé projeté et la conduite existante se situent sur la même parcelle (cf., grief n° 2).

En substance, l'entreprise de chemin de fer a indiqué que le mandataire principal et l'expert ne remettent pas en cause la faisabilité du projet (cf., grief n°s 3.a, 3.b et 3.d).

Pour ce qui est des risques liés aux engins de chantier, le MOB a indiqué que les calculs ont permis de vérifier la sécurité structurale du tunnel sous la charge de la foreuse de pieux. La mise en place d'une dalle de répartition des charges avant les travaux de forage démontre la prise en compte de la complexité du projet. Enfin, le MOB a déclaré qu'un *controlling* d'un ouvrage lors de travaux à proximité de constructions existantes est usuel (cf., grief n° 3.c).

Le MOB a indiqué que le tunnel constitue un drain de la nappe et que le projet ne change pas la situation. Les mesures préparatoires (sondages et piézomètres) ont permis de mieux caractériser les conditions hydrogéologiques. Aucune venue d'eau n'a été observée. Cela confirme que le niveau de la nappe d'eau souterraine est en-dessous du niveau du radier du tunnel. Les conditions de cheminement des eaux resteront inchangées. Toujours selon l'entreprise de chemin de fer, au vu de la conservation de la situation hydrogéologique existante, tout risque concret de tassement est exclu (cf., grief n° 3. e).

Le MOB a précisé que les demandes de dérogations se rapportent à des éléments de technique ferroviaire et que l'organe compétent pour leur traitement est l'OFT (cf., grief n° 3. f).

Le MOB a déclaré que toutes les précautions utiles seront prises pendant les travaux afin de minimiser les impacts du projet sur les autres constructions. Selon lui, la paroi clouée permet justement de minimiser les déplacements de terrain aux alentours d'une fouille. Un état des lieux avant/après travaux sera réalisé. Les coûts liés à la remise en état d'éventuels dégâts générés par les travaux du projet seront, le cas échéant, à sa charge (cf., grief n° 3. g).

Le MOB a indiqué que les impacts sur l'environnement sont décrits selon les directives de l'OFEV. Il a précisé avoir produit en annexe de sa détermination du 29 juin 2015 un plan de l'arborisation avec indication des abattages prévus et un rapport sur l'état initial des populations de narcisses et sur les mesures de protection et de remise en culture. Enfin, le MOB a indiqué que l'aspect des portails du tunnel est dépendant de contraintes ferroviaires, qu'il est cohérent et que le service spécialisé cantonal n'a pas émis de remarques à ce propos (cf., grief n° 4).

Le MOB a exposé que les travaux nécessitent le relèvement ponctuel de terrain d'env. 80 cm. Néanmoins, lors de la remise en état (reprofilage), la pente générale ne va pas changer. Ni le cheminement de l'eau, ni son évacuation ne seront perturbés (cf., grief n° 5).

Enfin, le MOB s'est prononcé sur les diverses indemnisations prévues (cf., grief n° 6).

5.3.3 *Remarques complémentaires des opposants du 22 septembre 2015*

Lors de l'envoi de leurs remarques complémentaires du 22 septembre 2015, les opposants ont exposé que les justiciables doivent pouvoir s'exprimer sur les éléments pertinents avant qu'une décision ne soit prise touchant leur situation juridique (cf., grief n° 1).

Les opposants demandent à obtenir la note de calcul (cf., griefs n°s 3.a et 3.d).

Ils demandent également à ce qu'une modélisation quant au risque de modification de la voûte soit réalisée, cela afin de tenir compte du risque représenté par les engins de chantier (cf., grief n° 3.c).

Une étude géotechnique doit être réalisée pour évaluer les risques liés à l'évacuation des eaux (cf., grief n° 3.e).

Le projet ne pourrait pas être réalisé si l'OFT devait refuser les demandes de dérogation, en particulier pour ce qui est de la pente du tunnel ainsi que du rayon du tracé des rails en aval du tunnel (cf., grief n° 3.f).

Les opposants ont indiqué que le fait de prévoir les précautions utiles et un état des lieux contradictoires ne répond pas à leurs demandes relatives aux dommages aux propriétés foncières (cf., grief n°s 3.g, 4 et 5).

En l'absence d'une réponse sur la sauvegarde du sapin adjacent au chemin de la Pinte, les opposants ont déclaré maintenir l'entier de leurs griefs relatifs aux impacts du projet sur la flore. Ils ont en outre affirmé que les informations transmises par le MOB au sujet de l'esthétisme des portails ne sont pas convaincantes (cf., grief n° 4).

Les opposants ont déclaré que les informations communiquées par le MOB ne sont pas des preuves à propos de la prévention de dégâts d'eau entre les parcelles Haari et Hauri (cf., grief n° 5).

Les opposants ont indiqué que les perspectives d'indemnisation évoquées par le MOB sont insuffisantes (cf., grief n° 6).

5.3.4 *Détermination du MOB du 20 octobre 2015*

Lors de l'envoi de leur détermination complémentaire du 20 octobre 2015, le MOB s'en est principalement remis aux informations déjà communiquées par écrit.

Pour le surplus, le MOB a rappelé que la campagne géotechnique, prévue en phase d'avant-projet, avait dû être réduite suite à une plainte de ces opposants (cf., grief n° 3.e).

5.3.5 *Invitation du 6 octobre 2015 adressée aux opposants*

En préambule, l'OFT expose qu'avant l'ouverture de la procédure, il avait indiqué au MOB que la note de calcul alors au dossier (version mise à l'enquête) correspondait à un pré dimensionnement qui a le degré d'un avant-projet. Le MOB l'avait donc complétée, l'avait soumise pour examen à l'expert et avait pris position sur le nouveau rapport de l'expert. Ces nouvelles versions des pièces avaient été remises par le MOB à l'OFT le 29 juillet 2015.

A la lecture des remarques complémentaires des opposants du 22 septembre 2015 et en particulier de celles relatives aux griefs n°s 3.a, 3.b et 3.d (note de calcul et rapport d'expert), l'OFT a estimé nécessaire d'informer les opposants sur le contenu de l'envoi du MOB du 29 juillet 2015. Celui-ci leur a donc été transmis pour éventuelles remarques par lettre du 6 octobre 2015.

Les opposants ont finalement renoncé à communiquer leurs remarques dans le délai fixé par l'OFT, mais ils se sont néanmoins réservé l'opportunité de le faire ultérieurement.

5.3.6 *« Avis d'expert sur les oppositions techniques » du 5 novembre 2015*

Le 23 février 2016, sans plus attendre d'éventuelles remarques des opposants à l'encontre des compléments techniques du 29 juillet 2015, le MOB a fourni un « Avis d'expert sur les oppositions techniques ». Cette note, datée du 5 novembre 2015, répond à l'évaluation technique du présent projet que les opposants ont présentée dans leurs écrits datés des 15 décembre 2014 et 22 septembre 2015.

Concernant le grief n° 3.c (impacts des machines de chantier lourdes), l'expert a entre autres exposé que l'utilisation de machines lourdes est nécessaire pour soutenir le terrain le long du tunnel. Cette phase relativement courte a été étudiée avec des outils informatiques de calcul de pointe. Cela est d'ailleurs déjà décrit en détail dans le rapport d'expertise. Par ailleurs, des mesures d'accompagnement ont correctement été planifiées et préparées et la surveillance d'un chantier est une mesure conforme aux normes privées pertinentes. A noter encore que l'expert présente pourquoi, à son sens, la motivation fournie par les opposants est contradictoire.

Concernant la première partie du grief n° 3.e (risque de déformation) et celui n° 3.g (parois cloutées), l'expert a rappelé que la réalisation de parois cloutées a justement pour objectif de garantir la stabilité des parcelles avoisinantes.

Au sujet de la deuxième partie des griefs n°s 3.e et 5 (drainage des parcelles avoisinantes), l'expert a exposé que le projet ne modifiera pas les conditions hydrogéologiques et que le drainage opéré par le tunnel existant ne provoque pas de perturbation pour le voisinage.

A propos de la première partie du grief n° 5 (nappe phréatique), l'expert a exposé que la campagne de sondage n'avait pas montré la présence d'eau lors des forages réalisés jusqu'à 18 m de profondeur. Depuis lors, cette observation a été confirmée par des mesures piézométriques. Enfin, l'expert a rappelé que le tunnel étant existant, la maçonnerie n'a pas pu être réalisée dans la nappe phréatique.

5.3.7 Détermination des opposants du 18 avril 2016 et réponse du MOB du 2 mai 2016

Par lettre du 8 mars 2016, l'OFT a invité les opposants à se prononcer sur le contenu de la demande d'adaptation de projet du 23 février 2016 (relative à un aspect technique du projet) et sur le document « Avis d'expert sur les oppositions techniques » du 5 novembre 2015. A cette occasion, l'OFT leur a également rappelé rester dans l'attente d'éventuelles remarques de leur part à propos des compléments techniques du MOB du 29 juillet 2015.

Par courrier du 18 avril 2016, à propos des compléments techniques qui leur avaient été transmis par l'OFT le 6 octobre 2015 et le 8 mars 2016, les opposants ont uniquement déclaré qu'ils maintiennent leur opposition. Dans ledit courrier, ils ont par contre formulé des remarques complémentaires au sujet de leur grief n° 3.f (dérogation). Ils ont pris acte qu'une dérogation pour la hauteur de la ligne de contact n'a en fait jamais été nécessaire. Néanmoins, ils ont rappelé que le premier rapport d'expert (pièce 7, du 24 septembre 2012) fait mention de demande de dérogation par rapport au tracé de la voie (rayon de la courbe et pente longitudinale). Ils en ont déduit qu'à ce stade, il y a trop d'incertitudes pour que le projet puisse être approuvé.

Dans sa détermination complémentaire du 2 mai 2016, au sujet du grief n° 3.f (dérogation), le MOB a précisé les éléments suivants. La première version du rapport d'expert faisait effectivement mention du fait que le tracé de la voie ne répondrait pas aux exigences de celui d'une nouvelle voie. Or, le tracé n'est présentement pas modifié. Il n'y a donc pas lieu de demander une dérogation à ce propos et cet aspect du projet ne remet pas en cause le contenu du rapport d'expert.

Par lettre du 4 mai 2016, l'OFT a transmis pour information aux opposants le courrier du MOB du 2 mai 2016.

5.3.8 *Vision locale et séance de conciliation du 13 mai 2016*

Lors de la séance de conciliation du 13 mai 2016, les opposants ont demandé à discuter de la conduite forcée. N'étant pas forcément évidente à saisir, l'OFT a rappelé la situation telle qu'elle ressort du dossier de plans, soit que si la conduite est encore en service lorsque les travaux d'assainissement du tunnel commenceront, son déplacement représentera un pré-requis à la réalisation du reste du projet. Le MOB a présenté sur les plans la conduite existante et son nouveau tracé. Les opposants ont renoncé à formuler des remarques complémentaires à ce propos (cf., grief n° 2).

A propos des parois clouées, l'OFT a invité les opposants à préciser ce qui était encore litigieux en tenant compte du fait que l'avis d'expert se prononce sur ce point et qu'ils ont renoncé à formuler des remarques complémentaires à ce propos. Les opposants ont précisé qu'ils ont encore surtout besoin d'explications. Le MOB a répondu que toutes les informations utiles ont déjà été transmises par écrit (cf., grief n° 3.e).

A propos des demandes de dérogations mises en avant par les opposants, lors de la séance de conciliation, les opposants ont indiqué ne pas avoir compris le sens du courrier du MOB du 2 mai 2016. L'OFT l'a précisé en indiquant la situation de son point de vue, soit qu'il a rapidement été établi qu'il n'y a pas de dérogation à prévoir pour la hauteur de la caténaire ; pour ce qui est de la configuration du tracé de la voie, il s'agit d'un élément existant hors projet. Les opposants ont renoncé à formuler des remarques complémentaires à ce propos (cf., grief n° 3.f).

Lors de la vision locale, les opposants ont en particulier présenté le sapin à protéger. Lors de la séance de conciliation qui a suivi, l'OFT a rappelé que le MOB avait fourni en cours de procédure un concept prévoyant les mesures à mettre en œuvre pour protéger les arbres en limite de chantier et que ce concept avait été préavisé favorablement par l'OFEV. Pour sa part, le MOB a présenté où se situe l'arbre par rapport aux aménagements projetés pour la phase de chantier. Ce sapin se trouve en limite de la zone touchée par le terrassement. Le MOB a précisé que cette zone ne peut être réduite, car la technique retenue (parois clouées) l'a déjà été pour minimiser la surface à utiliser. Les opposants ont renoncé à formuler des remarques complémentaires à ce propos (cf., grief n° 4).

Lors de la séance de conciliation, à propos du risque de dégâts d'eau, l'OFT a invité les opposants à préciser ce qui était encore litigieux ; en effet, tant le MOB que l'expert ont indiqué pour quels motifs ce risque peut être exclu. Les opposants ont indiqué qu'ils souhaitent obtenir des informations sur d'éventuelles mesures d'accompagnement supplémentaires à mettre en œuvre surtout pour la phase d'exploitation ; des précisions sur comment le nouveau tunnel peut encore permettre un drainage sont également attendues. Le MOB a répondu que les informations à ce propos figurent au dossier. Il a néanmoins précisé que la superstructure du nouveau tunnel sera plus résistante et que notamment de par les pieux qui le transpercent, la fonction drainante de cet ouvrage restera. Les opposants ont renoncé à formuler des remarques complémentaires à ce propos (cf., grief n° 5).

5.3.9 *Evaluation*

5.3.9.1 *Droit d'être entendu*

L'OFT prend acte du grief n° 1 (violation du droit d'être entendu) et l'a analysé. L'OFT constate que les opposants ont dirigé leurs griefs contre les échanges qui se sont déroulés entre eux et le MOB avant l'ouverture de la présente procédure d'approbation.

Le droit d'être entendu est une garantie de procédure que les parties peuvent faire valoir à l'encontre de l'autorité décisionnelle lorsque celle-ci est susceptible de rendre une décision pouvant influencer sur leur situation de droit ou de fait.

Au sens de l'art. 18 LCdF, le MOB ne peut obtenir une autorisation de construire pour le présent projet que par le biais d'une décision de l'OFT. Aucun grief n'a été formulé à l'encontre des mesures d'instructions menées dans le cadre de la présente procédure.

Dès lors et pour autant qu'il ne soit pas devenu **sans objet**, ce grief doit être **rejeté**.

5.3.9.2 Planning des travaux sur la conduite forcée (grief n° 2)

L'OFT a pris acte du grief n° 2 et l'a analysé. L'office constate que le projet ne serait pas suffisamment abouti du fait que le rapport technique indique que le planning de réalisation de cet objet n'est pas définitivement arrêté.

Dans le rapport technique, il figure qu'il est possible que dans le cadre d'un projet tiers, le tracé de la conduite soit dévié, respectivement que le conflit existant soit déjà réglé. Dans le cadre du présent projet, le MOB a donc dû prévoir les mesures à réaliser dans le cas où le nouveau tracé de la conduite ne devait pas encore être en service. Il est clairement indiqué que le cas échéant, ces travaux doivent être réalisés avant ceux sur le tunnel. A noter que ces précisions ont été exposées par l'OFT aux opposants lors de la séance de conciliation.

Dès lors et pour autant qu'il ne soit pas devenu **sans objet**, ce grief doit être **rejeté**.

5.3.9.3 Aspects techniques (griefs n°s 3.a à 3.g et 5)

L'OFT a pris acte des griefs des opposants n°s 3.a à 3.g et 5 et les a analysés.

Le dossier de plans est à structurer selon les exigences de l'art. 3 OPAPIF et de sa directive d'application (« Dir OPAPIF », OFT, juillet 2013). Au ch. 11 « Dir OPAPIF » est exposé que les rapports doivent être rédigés de manière à être compréhensibles et vérifiables par une personne qualifiée dans le domaine concerné. La « Directive Organismes de contrôle indépendants Chemins de fer » (« Dir OCI-CF », OFT, 1^{er} juillet 2013) définit les objets pour lesquels l'intervention d'un expert est nécessaire, le profil que celui doit présenter, la nature de son intervention ou l'étendue du contrôle qu'il reste à réaliser par l'OFT²². Selon l'art. 6 al. 2 OCF, l'office a comme prérogatives de constater que les documents approuvés permettent de construire les ouvrages et les installations conformément aux prescriptions.

En premier lieu, il est nécessaire de préciser ce qui fonde réellement les demandes des opposants visant les aspects techniques du présent projet. Les opposants ont été tenus informés de la demande de compléments techniques de l'OFT du 15 septembre 2014 ; ils ont reçu les pièces techniques exigées ; ils ont été informés du fait que les contrôles informatiques attendus avaient été effectués ; ou encore, ils ont obtenu une motivation détaillée visant à mettre en évidence l'absence de nuisances provoquées par le tunnel existant sur l'écoulement des eaux des parcelles avoisinantes. Invités à se prononcer à ce propos, les opposants ont néanmoins renoncé à modifier la teneur de leurs griefs. Par contre, lors de la séance de conciliation, les opposants ont fait valoir qu'ils ont surtout besoin qu'on leur explique concrètement ce qu'est le projet et ses conséquences. Dès lors, l'OFT estime que de telles demandes ne sont pas de nature à remettre en question la plausibilité du contenu du dossier de plans et en particulier du rapport d'expert.

²² Voir par exemple les ch. 5.1, 5.5, 6.3, 9, 10.2.2.4 et 13 ss.

Au surplus, l'OFT constate que des informations suffisantes ont été fournies en réponse aux demandes d'explications des opposants. En particulier, il s'avère qu'une note a été établie par l'expert pour leur répondre de façon synthétique et concrète.

En conséquence et pour autant qu'ils ne soient pas devenus **sans objet**, les griefs n^{os} 3.a à 3.g et 5 doivent être **rejetés**.

5.3.9.4 Aspects environnementaux (grief n° 4)

L'OFT constate que les opposants ont émis des demandes visant à ce que le projet tienne correctement compte de la flore sur leurs parcelles. En cours de procédure, également pour répondre à une requête de l'OFEV, le MOB a établi deux concepts pour évaluer et gérer les impacts du projet sur des narcisses et sur l'arborisation. Ceux-ci ont été préavisés favorablement par l'OFEV, soit l'autorité spécialisée pour la mise en œuvre de la législation environnementale dans les procédures fédérales. De plus, il s'avère que le projet est déjà conçu de façon à limiter autant que possible les impacts du terrassement. Pour leur part, les opposants n'ont communiqué aucun élément permettant de remettre en question l'évaluation de l'OFEV ou d'envisager des mesures de protection supplémentaires. Dès lors, l'OFT estime que pour autant que ce grief ne soit pas devenu **sans objet**, il doit être **rejeté**.

Les opposants ont également émis des griefs à l'encontre de l'apparence des portails. L'OFT indique avoir déjà examiné cet aspect du projet (cf., point « II./B./5.1.2.2 » en lien avec l'opposition de Cochard Jean-Claude). En tenant compte de ce qui précède, l'OFT considère que ce grief doit être **rejeté**.

5.3.9.5 Indemnisation pour expropriation (grief n° 6)

L'OFT a pris acte des griefs des opposants relatifs à l'indemnisation pour expropriation et les a analysés. Comme déjà évoqué (cf., point « II./A./4 »), cet aspect du projet ne peut pas être objet de la présente décision. Si nécessaire, ce point doit être traité dans une procédure ultérieure à mener par la CFE. Dès lors et dans le cadre de la présente décision, l'OFT **n'entre pas en matière** à ce propos.

5.3.9.6 Titre d'expropriation

En tenant compte de ce qui précède et en particulier du fait que les aspects techniques du projet ont été correctement évalués, l'OFT estime que les conditions de l'expropriation (cf., point « II./A./4 » ci-dessus), sont remplies dans le cas d'espèce. Vu qu'il s'est avéré qu'une acquisition de gré-à-gré des droits réels n'est pas possible (selon les fiche de la pièce 6.1) :

- les 858 m² d'emprises provisoires et les 180 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 4714 de la commune de Montreux ;
- les 16 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 4717 de la commune de Montreux ;
- les 251 m² d'emprises provisoires et les 120 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 4719 de la commune de Montreux ;
- les 2'005 m² d'emprises provisoires et les 407 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 4720 de la commune de Montreux ;
- les 4 m² d'emprises provisoires et les 4 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 4721 de la commune de Montreux ;
- les 694 m² d'emprises provisoires et les 180 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 12699 de la commune de Montreux ;

doivent être expropriés.

5.4 Pasquier Fernande

Madame Fernande Pasquier est propriétaire de la parcelle n° 4746 de la commune de Montreux. Par courrier du 15 décembre 2014, cette personne a souligné le fait que le mur de soutènement du chemin de la Rampe est très proche de son habitation. Elle a néanmoins indiqué ne pas s'opposer au projet pour autant que certaines garanties lui soient données concernant la phase de travaux (constat avant/après travaux et utilisation d'une habitation).

Dans leur détermination du 29 juin 2015, le MOB a accédé à toutes les requêtes de l'opposante.

Par lettre recommandée du 6 juillet 2015, l'OFT a invité l'opposante à transmettre ses éventuelles remarques complémentaires et l'a informée du fait que sans nouvelles de sa part, l'office traitera son opposition en l'état. En passant, l'OFT précise que cet envoi n'a pas été retiré et a donc été posté à nouveau, mais cette fois par courrier A.

L'opposante a renoncé à faire suite audit courrier.

L'OFT précise que selon la loi sur les chemins de fer, l'intervention du 15 décembre 2014 doit être traitée comme une opposition. Les requêtes qui y ont été formulées sont adéquates et proportionnées. L'entreprise de chemin de fer les a d'ailleurs acceptées. Afin de s'assurer que les garanties apportées par le MOB en cours de procédure deviennent contraignantes, l'OFT estime que cette opposition doit être admise et faire l'objet de deux charges.

5.5 SIA

5.5.1 *Opposition du SIA du 15 décembre 2015*

Selon ses statuts, la SIA est une association qui promeut et défend « les intérêts généraux du village [des Avants] et de ses habitants » et « gère les relations avec l'extérieur ». Par courrier du 15 décembre 2015, elle a fait opposition au projet.

L'OFT a regroupé les griefs de la SIA de la façon suivante :

- [1] Les déchets de chantier doivent être évacués par le rail.
- [2] L'aspect architectural des portails du tunnel est trop contemporain et agressif et doit être revu.
- [3] Le planning du présent projet doit être coordonné avec ceux des projets de rénovation de l'Hôtel de Sonloup et de la place de la gare.
- [4] Le MOB doit préciser à la SIA quelles seront les mesures prises pour minimiser les impacts des travaux très bruyants sur le voisinage.
- [5] La piste de luge doit pouvoir être exploitée durant la période hivernale.

5.5.2 *Détermination du MOB du 29 juin 2015*

Dans sa détermination du 29 juin 2015, le MOB a exposé les facteurs qui l'ont conduit à retenir une évacuation des déchets par la route (cf., grief n° 1).

Le MOB a indiqué les facteurs qui ont influé sur le concept architectural retenu pour les portails (cf., grief n° 2).

Le MOB a indiqué ne pas pouvoir influencer sur la planification des projets tiers et a rappelé l'horizon de réalisation du présent projet. Néanmoins, il s'est engagé communiquer la planification fine lorsqu'elle sera établie à la SIA et à la commune de Montreux (cf., grief n° 3).

A propos des mesures d'accompagnement à prendre pour limiter les nuisances en phase de travaux, le MOB a renvoyé au contenu du dossier de plans et du préavis positif du canton de Vaud (cf., grief n° 4).

Le MOB a indiqué qu'aucun travaux ne seront prévus en hiver. Entre les phases de travaux, des mesures seront prises pour garantir le passage de la piste de luge au droit du chemin de la Rampe (cf., grief n° 5).

5.5.3 *Autres échanges d'écriture*

Par lettre recommandée du 6 juillet 2015, l'OFT a invité la SIA à transmettre ses éventuelles remarques complémentaires et l'a informée du fait que sans nouvelles de sa part, l'office traitera son opposition en l'état.

L'opposante a renoncé à faire suite audit courrier.

5.5.4 *Evaluation*

L'OFT a pris acte des griefs n°s 1 à 4 en rapport avec l'organisation, la planification et la mise en œuvre phase de chantier et les a analysés. Ces griefs ont déjà été examinés ci-dessus²³. Spécifiquement à propos du grief n° 3 l'office ajoute qu'à part informé dès que possible les intéressés de sa planification, le MOB ne peut agir sur la celle de projets tiers. L'entreprise de chemin de fer s'est d'ailleurs engagée à en informer la SIA et la commune de Montreux. Par ailleurs, au-delà de cet engagement pris par le MOB envers la SIA, une charge oblige déjà le MOB a annoncé le début des travaux à la commune de Montreux²⁴. En tenant compte de ce qui précède, l'OFT considère que ces griefs doivent être **rejetés** pour autant que ceux-ci ne soient pas devenus **sans objet**.

L'OFT a pris acte du grief n° 5. Comme déjà présenté (cf., point « II./B./5.2.2 » en lien avec l'opposition de la commune de de Montreux), cette requête s'avère être **sans objet** et doit être **rayée du rôle**.

6. **Autorisation d'exploiter**

Aux termes de l'art. 18w al. 1 LCdF, une autorisation d'exploiter est nécessaire pour les installations ferroviaires et les véhicules. L'OFT peut toutefois prévoir des dérogations. En l'espèce, aucune autorisation d'exploiter n'est nécessaire.

En revanche, immédiatement après la mise en service de l'installation approuvée, le MOB confirmera au moyen du formulaire d'attestation joint en annexe que l'ouvrage a été établi conformément aux plans approuvés et qu'il a été tenu compte des charges imposées dans la présente décision. Cette mesure fait l'objet d'une **charge**.

Les mesures administratives prévues à l'art. 89 LCdF sont réservées.

7. **Résultat de l'examen**

Vu l'examen effectué, l'OFT arrive à la conclusion que le projet est conforme aux dispositions légales déterminantes et qu'aucun intérêt public ou privé de rang supérieur ne s'y oppose. Il doit donc être approuvé avec les charges susmentionnées.

²³ Voir à ce propos respectivement les points « II./B./5.1.2.1 » et « II./B./5.1.2.2 » ci-dessus (cf., opposition de Cochard Jean-Claude)

²⁴ Voir à ce propos le point « II./B./5.2 » (cf., opposition de la commune de Montreux)

8. Indemnités de parties

8.1 Bases légales

Aux termes de l'art. 23 al. 4 de l'ordonnance sur les émoluments de l'OFT (OseOFT)²⁵, aucune indemnité n'est allouée aux parties dans les procédures d'approbation des plans simplifiés et ordinaires. Font exception à cette règle les procédures ordinaires concernant des demandes qui nécessitent des expropriations. Dans de tel cas, l'indemnité est régie par l'art. 115 LEx. En vertu de cette disposition, l'expropriant est tenu de verser une indemnité convenable à l'exproprié à raison des frais extra judiciaires occasionnés par les procédures d'opposition, de conciliation et d'estimation (al. 1). Lorsque les conclusions de l'exproprié sont rejetées intégralement ou en majeure partie, il est possible de renoncer complètement ou en partie à allouer des dépens (al. 2). L'attribution de dépens prévue par l'art. 115 LEx constitue exclusivement une indemnisation pour les démarches de procédure que l'exproprié a dû entreprendre dans le but de défendre ses intérêts et notamment son droit à la propriété. Elle n'est en aucun cas un élément de l'indemnité pleine et entière due en application de l'art. 16 LEx et n'est ainsi pas destinée à compenser un autre préjudice au sens de l'art. 19 lit. c LEx (ATF 129 II 106 consid. 3.1, 123 II 456 consid. 2).

La loi accorde à l'exproprié le droit de recevoir de l'expropriant, sous certaines conditions, une « indemnité convenable ». Seul l'opposant exproprié ayant mandaté un avocat inscrit au registre professionnel peut prétendre à une indemnité pour ses frais de représentation. Celle-ci ne doit pas nécessairement être identique au montant de la note d'honoraires du mandataire (Heinz Hess/ Heinrich Weibel, Das Enteignungsrecht des Bundes, Vol I, Berne 1986, N. 3 zu Art. 115 EntG). L'autorité dispose d'un très large pouvoir d'appréciation pour la fixer et n'est pas liée par les tarifs cantonaux ou professionnels (ATF 129 II 106 consid. 3.3).

Le devoir de l'expropriant de dédommager l'exproprié n'existe que pour les frais que ce dernier s'est vu contraint d'engager dans le cadre de la procédure d'expropriation. Selon la jurisprudence, les frais occasionnés à une partie doivent être considérés comme indispensables lorsqu'ils apparaissent absolument nécessaires pour exercer ou défendre de manière appropriée et efficace un droit (JAAC 66.3 consid. 5).

8.2 Fixation de l'indemnité

En vertu de son pouvoir d'appréciation, l'OFT évalue au cas par cas si les conditions permettant d'octroyer une indemnité aux parties ainsi que le montant de cette indemnité en fonction du contenu des oppositions et des activités accomplies par les avocats. Les demandes d'indemnités des opposants représentés qui ont fait valoir des griefs à l'encontre d'une expropriation, soit en l'occurrence de Haari Mirko et consorts, doivent être transmises à l'OFT dans les 60 jours suivant la notification de la décision. Par conséquent, l'OFT statue sur les indemnités de partie dans une décision séparée. L'opposant doit, pour permettre l'évaluation, transmettre la note d'honoraire détaillée de son représentant. Dans le cas contraire, l'OFT devra se baser principalement sur sa propre expérience pour fixer le montant de l'indemnité.

²⁵ RS 742.102

9. Emolument

Selon les art. 2 et 4 lit. b ch. 1 de l'ordonnance sur les émoluments de l'OFT (OseOFT)²⁶ en rapport avec l'art. 6a de l'ordonnance sur la procédure d'approbation des plans des installations ferroviaires (OPAPIF)²⁷, un émolument est dû, y compris pour les équipements et dispositifs électriques, des entreprises de transports concessionnaires.

L'émolument d'approbation des plans est compris entre Fr. 500.-- et Fr. 50'000.-- en fonction du temps consacré, du genre et de l'urgence de la procédure ainsi que du nombre et de la complexité des oppositions (art. 23 al. 1 OseOFT). En l'espèce, un émolument de **Fr. 17'250.--** est mis à la charge du MOB. Ce montant doit être payé au moyen du bulletin de versement qui suivra. Il est échu 30 jours après la notification de la décision, ou, en cas de recours, dès l'entrée en force de la décision sur recours.

10. Procédure d'estimation

A la fin de la procédure d'approbation des plans, et dans le cas où les opposants n'ont pas trouvé d'accord avec les maîtres d'ouvrage, une procédure d'estimation se déroule selon l'art.18k LCdF devant la Commission fédérale d'estimation. La Commission traite uniquement des requêtes formulées lors de la procédure d'approbation des plans. Le cas échéant, l'OFT mettra à disposition du président de la Commission les plans approuvés ainsi que la décision d'approbation des plans, nécessaires à son examen.

11. Notification

Conformément à l'art. 6 al. 1 OPAPIF, la présente décision d'approbation est notifiée au MOB, au canton de Vaud et aux opposants (7). L'OFEV (seulement par mail) et le Président de la Commission fédérale d'estimation du 2^{ème} arrondissement en reçoivent copie.

III. décide

1. Approbation

Le projet du MOB du 29 août 2014 complété une ultime fois le 23 février 2016, consistant en un assainissement du tunnel des Avants et comprenant les documents suivants :

<u>Description, échelle, date</u>	<u>numéro</u>
- Rapport technique, 15.01.2016	2
- Rapport de sécurité, 15.01.2016	3
- Base du projet & convention d'utilisation, 15.01.2016	4
- Rapport environnemental, 15.01.2016	5
- Rapport sur les besoins en terrain, 30.09.2014	6
- Emprises provisoires et définitives, [1:200], 10.10.2014	6.1
- Situation générale, [1:500], 27.06.2014	8.1
- Profil en long, [1:200], 15.01.2016	8.3
- Profils en travers, [1:50 - 1:20], 15.01.2016	8.4

²⁶ RS 742.102

²⁷ RS 742.142.1

- | | |
|---|------|
| - Profils normaux, [1:50 - 1:20], 15.01.2016 | 8.5 |
| - Déviation de la conduite forcée, [1:200 - 1:100 - 1:50], 15.01.2016 | 8.10 |
| - Profils d'espace libre, [1:50], 15.01.2016 | 8.11 |

est approuvé dans le sens des considérants avec **charges**.

2. Charges

Technique de construction

- 2.1 Le MOB doit prendre en compte la recommandation de l'expert concernant le suivi des remblais sur la dalle du nouveau tunnel.
- 2.2 Le MOB doit soumettre à l'expert pour examen le projet d'exécution du tunnel des Avants ainsi que les résultats significatifs des contrôles d'exécution et de la surveillance durant les travaux.

Installation électriques

- 2.3 Le MOB doit s'assurer que la protection au toucher direct selon DE-OCF ad art. 44, DE 44.c, chiffre 9.2 est respectée.
- 2.4 Deux mois avant le début de tous travaux, le MOB doit communiquer à l'OFT pour information quelle LC rigide est projetée, sur quelle homologation celle-ci se fonde et enfin de quelle façon les charges de cette homologation seront présentement mises en œuvre.

Protection des sols

- 2.5 Le MOB veillera à ce que toutes les mesures décrites dans l'étude pédologique du 13 février 2015 soient mises en œuvre durant la phase de réalisation et, de plus, que celles-ci soient préalablement intégrées aux soumissions. Le MOB fera en outre réaliser le suivi pédologique par un spécialiste de la protection des sols sur les chantiers.
- 2.6 Le MOB veillera à ce que les surfaces de stockage des sols décapés fassent également l'objet des mesures de protection des sols.
- 2.7 Si l'option « fleur de foin » est choisie pour la remise en culture des surfaces, le MOB veillera à ce que le semis soit enrichi avec des espèces à système racinaire restructurant.

Protection des eaux

- 2.8 Le MOB informera les entreprises mandatées pour les travaux de construction de la vulnérabilité de la zone du point de vue de la protection des eaux souterraines. Le MOB veillera à ce qu'elles prennent toutes mesures utiles afin d'éviter une pollution accidentelle, en particulier par des hydrocarbures liquides ou autres liquides pouvant polluer les eaux.
- 2.9 Le MOB doit s'assurer que les installations de chantier et les stationnements des véhicules et engins de chantier s'effectuent strictement à l'extérieur des zones de protection des eaux. Le MOB s'assurera également du fait que les entreprises mandatées obtiennent un plan figurant les zones de protection des eaux pour application.
- 2.10 Le MOB veillera à respecter les directives de la DGE/DIREV/ASS/AI concernant la gestion des eaux de chantier.

Protection de la nature et du paysage

- 2.11 Le MOB veillera à mettre correctement en œuvre les mesures arrêtées dans les annexes [A1], [A2] et [A3] fournies en cours de procédure.
- 2.12 Le MOB s'assurera que le rapport final soit remis par le RSER au plus trois mois après la fin des travaux à l'OFT pour évaluation de l'OFEV et éventuelles remarques du canton de Vaud. Le MOB veillera à ce que le rapport comprenne une description du déroulement des travaux, des mesures de protection (dont celles arrêtées dans les annexes [A1], [A2] et [A3]), de reconstitution et de remplacement définitivement mises en œuvre ainsi qu'un bilan des mesures.

Canton de Vaud – Maintien d'un itinéraire piéton

- 2.13 En cas de nécessité, l'itinéraire piéton à hauteur du chemin de la Rampe sera remplacé par un autre équivalent pourvu d'un revêtement propre à la marche durant les travaux. Dans ce cas de figure, le MOB prendra préalablement contact avec la DGMR-MT.

Autorisation d'exploiter

- 2.14 Immédiatement après la mise en service de l'installation approuvée, le MOB confirmera au moyen du formulaire d'attestation joint en annexe que l'ouvrage a été établi conformément aux plans approuvés et qu'il a été tenu compte des charges imposées dans la présente décision.

3. Oppositions

- 3.1 L'opposition de la Famille Hauri est **sans objet** et doit être **rayée du rôle**.
- 3.2 L'opposition de la commune de Lausanne et de Romande Energie SA est **sans objet** et doit être **rayée du rôle**.
- 3.3 L'opposition de Cochard Jean-Claude est **rejetée** au sens des considérants.
- 3.4 Pour autant que l'opposition de la commune de Montreux ne soit pas **sans objet**, celle-ci est **admise** au sens des considérants et fait l'objet des **charges** suivantes :
 - 3.4.1 Avant le début des travaux, le MOB prendra contact avec le Service des travaux publics de la commune de Montreux pour établir un état des lieux avant travaux des DP bordant le périmètre du chantier ainsi que pour définir l'utilisation du DP durant le chantier.
 - 3.4.2 Le MOB s'assurera qu'aucun trafic de chantier (lourd ou léger) n'emprunte la route de la Poste entre les n^{os} 3 et 11.
 - 3.4.3 Le MOB s'assurera que l'itinéraire pour le trafic évite les villages de Chernex et de Sonzier. De plus, il veillera à ce que les véhicules privilégient l'axe suivant entre Fontanivent et Les Avants : route du Zéphir, route de Chaulin et route des Narcisses.
 - 3.4.4 Lors des travaux, le MOB déviara provisoirement les canalisations des eaux claires et des eaux usées existantes. Il s'assurera que le rétablissement définitif se fasse sous contrôle de la section « assainissement » du Service des travaux publics de la commune de Montreux.

- 3.5 Pour autant que l'OFT soit entré en matière à son propos, l'opposition de Haari Mirko et consorts est **rejetée** au sens des considérants pour autant qu'elle ne soit pas devenue **sans objet**.

Le MOB obtient un titre d'expropriation pour :

- les 858 m² d'emprises provisoires et les 180 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 4714 de la commune de Montreux ;
- les 16 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 4717 de la commune de Montreux ;
- les 251 m² d'emprises provisoires et les 120 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 4719 de la commune de Montreux ;
- les 2'005 m² d'emprises provisoires et les 407 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 4720 de la commune de Montreux ;
- les 4 m² d'emprises provisoires et les 4 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 4721 de la commune de Montreux ;
- les 694 m² d'emprises provisoires et les 180 m² servitude d'empiètement d'ancrages sur la parcelle n° 12699 de la commune de Montreux.

- 3.6 L'opposition de Pasquier Fernande est **admise** au sens des considérants et fait l'objet des **charges** suivantes :

- 3.6.1 Le MOB effectuera un constat avant et après travaux de l'habitation sise sur la parcelle n° 4746.

- 3.6.2 Le MOB garantira en tout temps l'accès et la jouissance de ce bien-fonds.

- 3.7 L'opposition de la SIA Les Avants est **rejetée** au sens des considérants pour autant qu'elle ne soit pas devenue **sans objet**.

4. **Préavis du canton de Vaud**

Dans la mesure où elles sont recevables, les requêtes du canton de Vaud sont admises dans le sens des considérants.

5. **Indemnité de parties**

Les demandes d'indemnités de parties de Haari Mirko et consorts doivent être transmises à l'OFT dans les 60 jours suivant la notification de la décision. Elle doit être accompagnée de la note d'honoraires détaillée. L'OFT statue sur les indemnités de partie dans une décision séparée.

6. **Emolument**

Un émolument de Fr. 17'250.-- est mis à la charge du MOB.

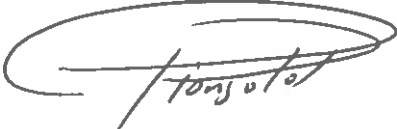
7. **Procédure d'estimation**

Après clôture de la procédure d'approbation des plans, une procédure d'estimation est ouverte, au besoin, devant la Commission fédérale d'estimation du 2^{ème} arrondissement. L'OFT transmettra, le cas échéant, au Président de la Commission les plans approuvés, le plan d'expropriation, le tableau des droits expropriés ainsi que les prétentions qui ont été produites.

8. Notification

La présente décision d'approbation est notifiée au MOB, au canton de Vaud et aux opposants. L'OFEV et le Président de la Commission fédérale d'estimation du 2^{ème} arrondissement en reçoivent copie.

Office fédéral des transports
Division Infrastructure



Pierre-André Pianzola, Chef de Section
Section Autorisations II

Division Sécurité



Thomas P. Lang, Chef de Section
Section Technique de construction

Indication des voies de droit:

En application des art. 44 ss PA, la présente décision peut faire l'objet d'un recours écrit auprès du Tribunal administratif fédéral, Case postale, 9023 St-Gall, dans un délai de 30 jours suivant la notification.

Le mémoire de recours indique les conclusions des parties, motifs et moyens de preuve et porte la signature du recourant ou de son mandataire. La décision attaquée et les pièces invoquées comme moyens de preuve y sont jointes.

A notifier par lettre recommandée à:

- Goldenpass (MOB)
A l'att. de M. Georges Oberson
Case postale 1426
1820 Montreux 1
annexes:
 - 1 dossier de plans approuvé
 - Annexe au courrier du MOB du 19.01.2015
 - 1 formulaire d'attestation
(la facture suivra par pli séparé)

Monsieur
Jean-Claude Cochard
Route des Narcisses 45
1833 Les Avants

Eau service
c/o Direction des travaux
Case postale 7416
1002 Lausanne

Commune de Montreux
Case postale 2000
1820 Montreux 1

Centralex
A l'att. de M^e Christian Dénériaz
Case postale 7188
1002 Lausanne

Famille Hauri
La Bicoque
1833 Les Avants

Madame
Fernande Pasquier
Chemin de la Rampe 2
1833 Les Avants

Société des Intérêts Les Avants
c/o Monsieur Omar Soydan
Chalet Amina
1833 Les Avants

Direction générale de la mobilité
et des routes (DGMR)
Division management des transports (DMT)
A l'att. de M. Jean-Charles Lagniaz
Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Copie p. i. à:

- Monsieur André Jomini
Pdt de la Commission fédérale d'estimation
du 2^{ème} arrondissement
Tribunal cantonal
Route du Signal 8
1014 Lausanne
- bwll/aa(2)

Copie par courriel à:

- nathalie.progin@vd.ch
- uvp@bafu.admin.ch
- p-a.jan@goldenpass.ch

Interne par pointeur à: - skm/bt, vam/ea, csc/gl